

**Installations classées**

4)

-----  
**Société Coopérative Agricole  
des PROducteurs du Gatinais  
(C.A.PRO.GA.) La Meunière  
Commune NOGENT SUR VERNISSON**  
-----

**Rapport relatif à l'examen de l'étude de dangers et  
proposition de prescriptions complémentaires**

**Rapport de l'inspection des installations classées**

## **1. OBJET DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'informer Monsieur le préfet du résultat de l'examen par l'inspection des installations classées d'une étude de dangers et de lui proposer un arrêté préfectoral complémentaire visant à prescrire des mesures de réduction des risques complémentaires proposées par l'exploitant dans son étude de dangers.

**Établissement concerné** : Société Coopérative Agricole des PROducteurs du Gatinais  
C.A.PRO.GA. La Meunière ;

Adresse du siège social : 190, rue Paul Doumer à MONTARGIS ;

Adresse de l'établissement : lieu-dit « Les Fiettes » à NOGENT SUR VERNISSON.

L'établissement occupe les parcelles référencées n° 1, 2, 3, 4, 98 et 100 de la section AL, d'une superficie de 38 528 m<sup>2</sup>, sur le territoire de la commune de NOGENT SUR VERNISSON.

## **2. CONTEXTE**

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, dite « loi risques », a renforcé et amélioré le dispositif de prévention et de réduction des risques industriels.

Notamment, le contenu réglementaire des études de dangers a connu une évolution précisée dans les textes suivants :

- l'arrêté du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation (dit arrêté PGIC) ;
- la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

Ces textes ont en particulier introduit les points suivants :

- la justification au travers de l'étude de dangers que les mesures prises par un exploitant permettent d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ;
- la définition d'échelles de cotation de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux ou des accidents potentiels et de la gravité des accidents majeurs ;
- l'établissement d'une grille d'évaluation de la criticité des accidents potentiels (en terme de couple gravité probabilité), obligatoire dans toutes les études de dangers des établissements dits « Seveso », permettant d'apprécier la démarche de maîtrise des risques par les exploitants.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié, il convient que les exploitants d'établissements existants, relevant du seuil bas du classement Seveso II, disposent d'une étude de dangers répondant à ces nouveaux critères à compter du 7 octobre 2010.

C'est dans ce cadre, que l'établissement C.A.PRO.GA. La Meunière a transmis le 13 juin 2014 une version actualisée de son étude de dangers.

Par ailleurs, la circulaire du 4 mai 2007 prévoit que soient portées à la connaissance des maires les informations concernant les risques technologiques autour des installations classées soumises à autorisation.

Dans son rapport du 2 juillet 2014, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a rédigé la première partie de ce « porter à connaissance ».

Ce porter à connaissance a pour vocation d'informer le maire de la commune de NOGENT SUR VERNISSON des risques qui doivent être pris en compte au niveau des documents d'urbanisme (PLU, permis de construire, ZAC...). Il présente les mesures prises par l'exploitant pour réduire les risques et propose des préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation.

## **3. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

L'établissement de la société C.A.PRO.GA. La Meunière à NOGENT SUR VERNISSON a pour principale activité le stockage de grains (céréales, oléagineux et protéagineux), d'engrais solides et liquides, de produits phytopharmaceutiques ainsi que de semences conditionnées. Il emploie, en moyenne, un effectif de 3 personnes.

Les plages horaires habituelles de fonctionnement, hors ventilation, sont les suivantes :

- en dehors des périodes de moisson de 8 h 00 à 17 h 30, 5 jours par semaine ;
- en campagne de 6 h 00 à 22 h 00, 6 jours par semaine ;
- pendant la période de fonctionnement des séchoirs : 24 h/24 h.

Le voisinage immédiat du site est constitué de la voie ferrée Paris – Nevers fréquentée par plus de 30 trains voyageurs par jour, de terrains constructibles (actuellement utilisés comme terres agricoles) et de l'établissement industriel FAURECIA.

Le complexe céréalier actuellement exploité par la société C.A.PRO.GA. La Meunière a fait l'objet d'extensions et de modifications successives pour atteindre sa taille actuelle.

Il est réglementé notamment au travers de l'arrêté préfectoral du 10 août 1999, complété le 5 décembre 2002.

Le complexe céréalier de la société C.A.PRO.GA. La Meunière comporte :

- 1 silo vertical : silo 1, désormais non classé au titre de la sous rubrique 2260 – 2 ;
- 2 silos plats : silo 2, silo 3 et son extension ;
- 1 séchoir de céréales fonctionnant au gaz inflammables liquéfiés ;
- 1 dépôt d'engrais solides comportant 2 bâtiments de stockage, dont 1 dédié aux ammonitrates ;
- 1 dépôt de produits phytopharmaceutiques ;
- 1 dépôt d'engrais liquides ;
- 1 réservoir aérien de gaz inflammables liquéfiés.

La classification de ces activités s'établit selon le tableau récapitulatif ci-après :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Régime
<b>2175 – 1</b>	<b>Engrais liquide (dépôt d')</b> en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, la capacité totale étant supérieure à 500 m <sup>3</sup> .	<b>Capacité totale de stockage : 780 m<sup>3</sup></b>	<b>A</b>
<b>2160 – 1a</b>	<b>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : en silos plats</b> , le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> .	<b>Capacité totale de stockage : 114 270 m<sup>3</sup></b> Silo 2 : 52 000 m <sup>3</sup> répartis en 2 cellules ouvertes délimitées par des cloisons amovibles ; Silo 3 : 62 270 m <sup>3</sup> répartis en 2 cellules métalliques ouvertes, de type palplanche.	<b>E</b>
<b>1331</b>	<b>Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrates d'ammonium</b> correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du parlement européen et du conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NFU42.001. <b>Rubrique 1331 – II c</b> : engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure à 24,5 % en poids, et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (*) du règlement européen (**) - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (*) du règlement européen ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, répondant aux critères II étant inférieure à 1 250 t.	<b>La capacité de stockage est répartie comme suit :</b>  0 t répondant aux critères I, maximum 1 240 t répondant exclusivement aux critères II, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est susceptible d'être supérieure à 24,5 %	<b>DC</b>
	<b>Rubrique 1331 – III</b> : engrais à décomposition non auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due aux nitrates d'ammonium est inférieure à 24,5 % ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, ne répondant pas aux critères I ou II, étant supérieure à 1 250 t.	1 240 t répondant exclusivement aux critères III	<b>NC</b>

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Régime
<b>1412 – 2b</b>	<b>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de)</b> , à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature ; les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t (1 réservoir aérien de 100,720 m <sup>3</sup> , taux de remplissage égal à 85 % maximum).	<b>Volume maximal présent : 45 t</b>	<b>DC</b>
<b>2910 – A2</b>	<b>Combustion</b> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. « A », lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	<b>Puissance thermique totale : 14,55 MW</b> 1 séchoir de céréales (combustible : Gaz Propane Liquéfié).	<b>DC</b>

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

En raison des quantités de produits mises en jeu, l'établissement est classé SEVESO seuil bas par règles de cumul défini à l'annexe II pour les rubriques 1331, 1412 et 1432 (cas 1.2.2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000).

Il est donc concerné par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 pour la mise à jour de son étude de dangers.

## **4. GENERALITES SUR L'ETUDE DE DANGERS**

### **4.1 Introduction**

Une étude des dangers a pour objet de rendre compte de l'examen effectué par l'exploitant pour caractériser, analyser, évaluer, prévenir et réduire les risques d'une installation, autant que techniquement réalisable et économiquement acceptable, que leurs causes soient intrinsèques aux substances ou matières utilisées, liées aux procédés mis en œuvre ou dues à la proximité d'autres risques d'origine interne ou externe à l'installation.

L'étude doit être proportionnée aux risques présentés par l'installation et préciser l'ensemble des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre à l'intérieur de l'établissement.

Une étude des dangers est notamment constituée des éléments suivants :

- une identification et caractérisation des potentiels de dangers ;
- une estimation des conséquences de la concrétisation des dangers ;
- l'accidentologie du secteur ;
- une évaluation préliminaire des risques qui permet une sélection des scénarii nécessitant une analyse plus détaillée et qui est basée sur une méthode de cotation de la probabilité et de la gravité des phénomènes dangereux, les échelles de probabilité et de gravité étant définie par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- une évaluation détaillée de réduction des risques, cette démarche visant à supprimer les causes des événements redoutés ou à en réduire leur probabilité d'occurrence.

## 4.2 **Caractérisation des différents accidents potentiels**

Les études de dangers peuvent mettre en évidence l'existence de phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites de l'établissement.

Ainsi, pour chacun de ces phénomènes dangereux, les accidents potentiels correspondants ont été caractérisés en terme de gravité, probabilité et cinétique, conformément aux échelles déterminées par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et par la circulaire du 10 mai 2010 précités.

### a) Intensité des phénomènes dangereux

Pour déterminer la gravité d'un phénomène dangereux, il est nécessaire de définir 3 seuils :

- le seuil des effets létaux significatifs ( $Z_{SELS}$ ) délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » ;
- le seuil des effets létaux ( $Z_{SEL}$ ) délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- le seuil des effets irréversibles pour la vie humaine ( $Z_{SEI}$ ) délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine ».

Pour les effets toxiques, ces seuils, définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, correspondent respectivement à, pour une exposition de 1 à 60 minutes :

- une concentration létale dans 5 % des cas,
- une concentration létale dans 1 % des cas,
- une concentration entraînant des effets irréversibles.

Pour les effets de surpression, ces seuils, définis à l'annexe II, sont respectivement égaux à 200, 140 et 50 mbar.

Un seuil délimitant la zone des effets indirects par bris de vitres sur l'homme est également défini et correspond à une surpression de 20 mbar.

Pour les effets thermiques, ces seuils, définis à l'annexe II, sont respectivement égaux à :

- 8 kW/m<sup>2</sup> ou 1 800 [(kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>].s,
- 5 kW/m<sup>2</sup> ou 1 000 [(kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>].s,
- 3 kW/m<sup>2</sup> ou 600 [(kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>].s.

### b) Échelle de gravité de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005

NIVEAU DE GRAVITÉ des conséquences	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux significatifs	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets irréversibles sur la vie humaine
Désastreux.	Plus de 10 personnes exposées (1).	Plus de 100 personnes exposées.	Plus de 1 000 personnes exposées.
Catastrophique.	Moins de 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes.	Entre 100 et 1 000 personnes exposées.
Important.	Au plus 1 personne exposée.	Entre 1 et 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.
Sérieux.	Aucune personne exposée.	Au plus 1 personne exposée.	Moins de 10 personnes exposées.
Modéré.	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne ».

(1) Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

c) Échelle de probabilité de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative <sup>1</sup> (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) <sup>2</sup>	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations..</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installations, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)		10 <sup>-5</sup>	10 <sup>-4</sup>	10 <sup>-3</sup>	10 <sup>-2</sup>

d) Cinétique

Les phénomènes dangereux liés aux accidents susceptibles de se produire peuvent être à cinétique rapide ou lente.

La cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées à l'extérieur des installations objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

**4.3 Critères d'appréciation de la démarche de réduction des risques**

Pour permettre d'apprécier le niveau de risque généré par l'établissement compte tenu de l'environnement actuel, l'exploitant a positionné ces différents accidents potentiels dans une grille de présentation des accidents potentiels en termes de couple probabilité gravité des conséquences sur les personnes (annexe V de l'arrêté du 10 mai 2000).

Cette grille est celle figurant dans la circulaire du 10 mai 2010, qui présente une grille d'appréciation établie sur la base des échelles de gravité et de probabilité définie dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé.

Cette grille identifie en fonction des couples probabilité / gravité des conséquences des accidents potentiels trois zones de risque accidentel pour les installations nouvelles et existantes :

- une zone de risque élevé, figurée par le mot « NON » décliné en rangs de 1 à 4 et correspondant à une situation non acceptable (environnement incompatible) en raison de la gravité des conséquences et/ou de la probabilité qui sont importantes ;
- une zone de risque intermédiaire, figurée par le mot « MMR » (maîtrise des risques) décliné en rangs 1 et 2 dans laquelle une démarche d'amélioration continue est particulièrement pertinente, en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ;
- une zone de risque moindre, qui ne comporte ni « NON » ni « MMR » : correspondant à une situation acceptable (environnement compatible), qu'il convient de préserver par le biais d'une maîtrise d'urbanisation le cas échéant.

La gradation des cases « NON » et « MMR » en « rang » correspond à un risque croissant, depuis le rang 1 jusqu'au rang 4.

GRAVITÉ des conséquences	PROBABILITÉ (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux	NON partiel (établissements nouveaux : note 2) / MMR rang 2 (établissements existants : note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2	NON Rang 3	NON Rang 4
Catastrophique	MMR Rang 1	MMR Rang 2 (note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2	NON Rang 3
Important	MMR Rang 1	MMR Rang 1	MMR Rang 2 (note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2
Sérieux			MMR Rang 1	MMR Rang 2	NON Rang 1
Modéré					MMR Rang 1

#### 4. EXAMEN DE L'ETUDE DE DANGERS

La société C.A.PRO.GA. La Meunière a transmis le 13 juin 2014 une version actualisée de son étude de dangers, conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 10 mai 2000. Dans cette étude, les scénarii majeurs suivants ont été étudiés en détails :

- l'explosion de poussières dans les cellules des silos 1, 2 et 3 ;
- l'explosion de poussières dans la tour de manutention du silo vertical n°1 ainsi que les galeries de reprise des silos 2 et 3 ;
- l'effondrement des structures des silos 1, 2 et 3.

Les probabilités d'apparition de ces scénarii ont été évaluées de façon précise, pour permettre de caractériser le risque associé à chacun d'entre-eux. La synthèse de ces événements dangereux figure en annexe 1 du présent rapport.

Il n'y a pas de phénomène dangereux dans les zones de risque élevé, ni dans les zones de risque intermédiaire.

Il y a trois phénomènes dangereux dans les zones de risque moindre.

Les scénarii associés à ces trois phénomènes présentent des effets létaux hors du site et touchent la voie ferrée. Ces scénarii sont les explosions en galerie de reprise des deux silos plats n° 2 et 3 ainsi que l'explosion de poussières au niveau de premier étage de la tour de manutention du silo vertical n°1.

Le premier étage de la tour de manutention du silo 1 peut être protégé par l'installation d'évents. Pour cet étage, il est nécessaire d'installer 25 m<sup>2</sup> d'évent ayant une pression de rupture de 20 mbar, pour limiter la montée en pression à 300 mbar et garder ainsi la structure intacte. Il serait nécessaire d'installer 37 m<sup>2</sup> d'évent ayant une pression de rupture de 20 mbar pour limiter la montée en pression à 140 mbar et éviter ainsi la présence d'une zone des effets létaux.

Cette deuxième hypothèse est retenue par l'inspection et prescrite à l'article 8.2.2 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Les galeries de reprise ne peuvent pas, en l'état, être protégées. Mais, la probabilité d'une explosion peut être réduite par le remplacement des transporteurs à bande par des transporteurs à chaîne ou par le capotage du transporteur à bande pour le rendre étanche.



La solution retenue par l'exploitant n'est pas fixée à ce jour. Aussi, l'exploitant devra déterminer, dans un délai de 3 mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral joint au présent rapport, les surfaces soufflables nécessaires pour l'ensemble des volumes visés à l'article 8.2.2 précité, ainsi que celles relatives à ceux constitués des galeries inférieures des silos plats n° 2 et 3.

Une note de synthèse présentant de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et le cas échéant, les justifications en application du point 8.2.3 [Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique], devra être communiquée à l'inspection des installations classées.

La mise en place des surfaces soufflables déterminées par l'exploitant devra être effective au plus tard le 30 novembre 2015. Pour cela l'exploitant s'assurera que la réalisation de ces travaux ne nuit pas à la résistance de l'infrastructure des bâtiments concernés.

## **5. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS LE PROJET D'ARRÊTÉ JOINT EN ANNEXE**

### **5.1 Dispositions complémentaires relatives aux mesures de protection et de prévention**

Au vu des puissances mises en jeu, l'installation de séchage de céréales de la société C.A.PRO.GA. La Meunière relève du régime déclaratif. Les prescriptions à retenir sont celles de l'arrêté ministériel précité du 25 juillet 1997 modifié, relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, sous la rubrique : 2910. Ce texte est néanmoins davantage destiné à s'appliquer aux installations de combustion de type « chaudières ». Il comporte des dispositions qui paraissent difficilement applicables aux séchoirs. A contrario, ce texte ne comporte pas les dispositions qu'il paraît utile de retenir en matière de gestion des risques pour les séchoirs.

Aussi, le projet d'arrêté annexé au présent rapport impose, en son chapitre 8.3, la mise en place de mesures organisationnelles et techniques concernant l'installation de séchage de céréales existante et projetée, selon les préconisations objet des conclusions des travaux du groupe de travail national silos et des engagements de l'exploitant.

### **5.2 Maîtrise foncière**

En application de l'article 1.5.3 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, l'exploitant doit conserver la maîtrise foncière acquise à la date de notification de ce même arrêté, pour les terrains concernés par les périmètres des zones d'effets de surpression de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminées dans son étude de dangers en cas d'explosion dans les silos, ainsi que pour les terrains concernés par les distances d'éloignement forfaitaires définies :

- à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié (rubrique 2910 – combustion),
- à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié (sous rubrique 2160-2 – stockage en vrac de céréales),
- à l'article 2.1.2b de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié (rubrique 1412 – stockage de gaz inflammables liquéfiés),
- à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié (sous rubrique 1331 – stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium).

### **5.3 Modification des prescriptions existantes**

L'arrêté de prescriptions complémentaires établi selon le projet joint au présent rapport vise :

- en son article 1.1.2 et à sa notification, l'abrogation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 août 1999 et de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2002 de prescriptions complémentaires applicables à l'installation de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium ;



- l'actualisation de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ainsi que le descriptif des installations du site figurant respectivement aux articles 1.2.1 et 1.2.4 au regard de la nouvelle situation administrative de l'établissement de la société C.A.PRO.GA. La Meunière situé à NOGENT SUR VERNISSON, dont le classement est inchangé.

## **6. CONCLUSION**

Les éléments ainsi fournis sur les installations étudiées sont considérés comme suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettre l'appréciation de la démarche de maîtrise des risques (critères définis par la circulaire du 10 mai 2010 précitée).

Compte tenu des mesures de maîtrise des risques proposées, l'exploitant a justifié que sa démarche de maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement présentée dans l'étude de dangers version 2 de mai 2014, déposée le 13 juin 2014 et relative au complexe céréalier qu'il exploite lieu-dit « Les Fiettes », à NOGENT SUR VERNISSON, permettait d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement autour de l'établissement.

Afin de s'assurer du maintien de cette maîtrise du risque accidentel, il convient de prescrire à l'exploitant les quelques mesures de maîtrise des risques proposées dans l'étude de dangers version 2 de mai 2014 déposée le 13 juin 2014 qui ne sont pas actées par arrêté préfectoral.

En conclusion, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet l'adoption, dans ce cadre, d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris après consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

En conséquence, l'inspection des installations classées soumet à l'avis du CODERST le projet de prescriptions complémentaires joint en annexe du présent rapport ; projet pour lequel il est proposé d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur de l'environnement

signé

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet de la région Centre, préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX.

Pour le directeur,

signé

### **Pièces jointes :**

- *synthèse des événements dangereux (annexe 1) ;*
- *un plan de situation (annexe 2) ;*
- *un plan de masse et de présentation du site (annexe 3) ;*
- *un projet d'arrêté préfectoral.*

**Copie à : DREAL Centre – SEIR**

## ANNEXE 1

		Probabilité				
		Possible mais extrêmement peu probable	Très improbable	Improbable	Probable	Courant
Niveau de gravité	Cotation de gravité	E	D	C	B	A
Effet désastreux	5					
Effet catastrophique	4					
Effet important	3		Effondrement des cellules des silos 1, 2 et 3 ; Explosion primaire dans les galeries de reprise du silo 2 ; Explosion primaire dans les galeries de reprise du silo 3.			
Effet sérieux	2	Explosion primaire dans une cellule ou l'espace sur cellules du silo 1 ; Explosion primaire aux RDC et 1 <sup>er</sup> étage du silo 1 ; Explosion primaire de poussières au niveau de la zone de stockage du silo 2 ; Explosion primaire de poussières au niveau de la zone de stockage du silo 3.	Explosion dans la galerie de reprise du silo 1.			
Effet modéré	1					



Risque acceptable



Risque critique



Risque jugé inacceptable et étudié

## ANNEXE 2 – Plan de situation



Cartes des environs du site (Source : IGN)

## ANNEXE 2 – Plan de masse

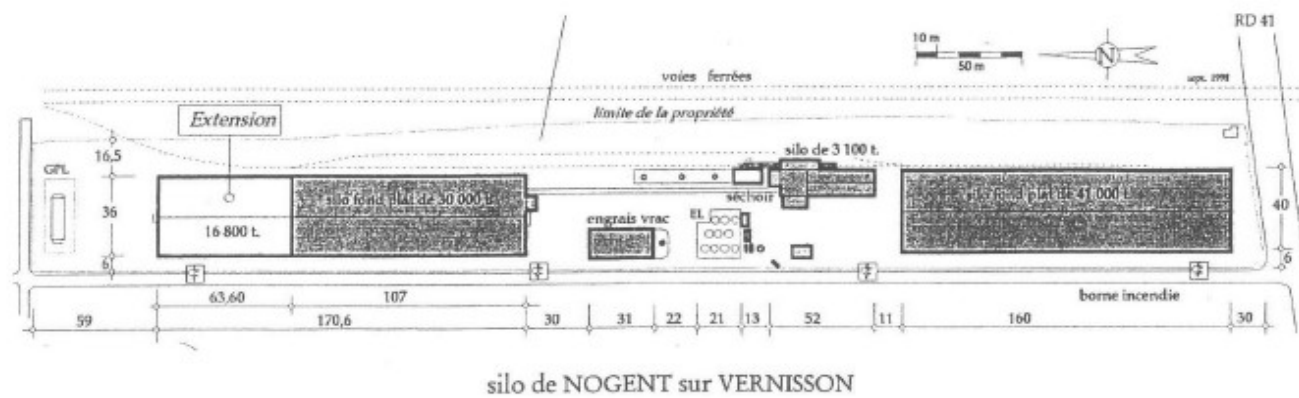


Figure 1 : Plan de repérage des installations

